

## ENTRE *LINKAGE* ET *LEADERSHIP*

### LA RECOMPOSITION DES ÉQUILIBRES ARABES DANS LA CRISE DU GOLFE

Elizabeth PICARD\*  
Alain ROUSSILLON\*\*

Pour ses protagonistes comme pour ses observateurs, la question du « lien » – *linkage* en américain – qu'il convient d'établir entre la crise, puis la guerre, dans le Golfe et les « grands problèmes » de la région s'est très vite imposée comme la principale « structure de sens » permettant d'en énoncer les enjeux et de préciser les objectifs poursuivis par les différentes parties prenantes, l'interrogation portant dès lors sur la nature de ce lien et sur l'identification des problèmes « liés ». Lien causal, analytique, qui fait du non règlement du problème palestinien et des séquelles du partage colonial l'« origine » ou la « cause première » de l'invasion irakienne du Koweït. Lien – tactique ? stratégique ? – établi par Saddam Hussein entre le retrait irakien de l'émirat et celui d'Israël des Territoires occupés et de la Syrie du Liban, rejeté par Georges Bush et les coalisés au nom du refus de la « prime à l'agression ». Mais aussi lien structurel, avec la question pétrolière qui constitue le « prétexte » de l'intervention irakienne contre Koweït en réponse à « l'agression » de ce dernier contre les intérêts pétroliers de l'Irak, et qui fournit, au nom cette fois de la défense de l'approvisionnement mondial en hydrocarbures, la justification explicite de la contre-intervention occidentale. Lien idéal, dans l'ordre des représentations idéologiques, enfin, avec la question, posée depuis les campagnes d'Ibrahim Pacha contre les Wahabites pour le compte de la Sublime Porte, du *leadership* au Mashreq et dans le monde arabe, que le coup de force irakien contre Koweït avait clairement pour enjeu de revendiquer et que les prises de position de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de la Syrie dans le camp de la coalition occidentale ont eu au premier chef pour fonction de lui contester. Plus que par rapport à l'initiative irakienne elle-même, c'est en fonction de ce lien que se sont opérées et justifiées les prises de positions, tant de la part des gouvernements qu'au sein des opinions publiques et dans les partis politiques là où il en existe. Cette globalisation des enjeux a fourni le terrain et la matière de toutes les tractations diplomatiques qui, du discours du 24 septembre 1990 de François Mitterrand aux bons offices onusiens, en passant par les tentatives de médiation soviétiques, ont cherché à prévenir l'affrontement armé ; mais c'est elle aussi, sans doute, qui le rendait inéluctable dès lors qu'il était annoncé.

\* FNSP/CERI – Paris.

\*\* CNRS/THESS – Paris.

On peut prendre pour point de départ cette question du lien pour tenter de montrer comment, du point de vue des divers protagonistes de la crise, celle-ci a articulé, de façon paroxystique, trois ordres de facteurs et d'enjeux : 1) des facteurs et des enjeux locaux, *qutriyya* dans la terminologie nationaliste arabe, commandés par les intérêts de stabilité et la volonté de puissance des régimes en place, et qui engagent le devenir des processus de « libéralisation » ou de « démocratisation » mis en œuvre, dès avant la crise, dans certains Etats de la région ; 2) des facteurs et des enjeux régionaux, que ceux-ci s'énoncent en termes d'arabité ou d'islamité, qui concernent les rapports de force entre les différentes composantes – arabes et non-arabes – du système régional et soulèvent la question de son unité ; 3) des facteurs et des enjeux internationaux, dont le contrôle stratégique des approvisionnements pétroliers constitue le principal vecteur, et dont dépend le statut de la région elle-même et de ses diverses composantes au sein de la division internationale du travail et du « nouvel ordre mondial » en gestation. Plutôt que d'anticiper sur les « séquelles » de la crise, il faut tenter de comprendre comment celle-ci fait sens par rapport aux logiques fortes à l'œuvre dans la région avant son déclenchement, le 2 août 1990, et comment le scénario qui a en définitive prévalu – libération du Koweït par la destruction de l'Irak, dont on ne peut manquer de relever qu'il correspond aux pires hypothèses du « complot » dénoncé depuis plus de quinze ans par les nationalistes arabes – éclaire sous un jour radicalement nouveau les enjeux des problèmes qui se sont noués au cours de la dernière décennie dans la double logique de Camp David (avec ses implications libanaises) et de la guerre Irak-Iran (avec ses implications stratégique-pétrolières). Etat des lieux à la fois rétrospectif et prospectif qui fait de la crise du Golfe l'analyseur d'un « sens de l'Histoire » non pas réduit aux interprétations qu'en donnent ses acteurs, mais tributaire de ces mêmes interprétations qui « informent », au sens de rendre visibles et gérables, les rapports entre ceux-ci.

Il s'agira ensuite de tenter de cerner les contours et les lignes de forces du système de l'après-guerre, avec ses contraintes et ses possibles, système dans lequel doit nécessairement opérer toute tentative de normalisation à l'intérieur des Etats, dans les relations inter-arabes, et entre les Arabes et le reste du monde. Quels seront les effets de la redistribution des ressources matérielles et symboliques induite par la crise du Golfe sur les rapports objectifs entre les Etats et leurs populations, en particulier sur la légitimité de ces Etats et sur les dynamiques des sociétés, tant dans le champ économique que dans la production idéologique ? Et puisque cette crise a imposé à chacun des Etats arabes de se positionner par rapport à l'axe du conflit, a-t-elle signé l'éclatement d'un système polarisé, encore fragilisé par la constitution d'alliances contre nature et la manifestation d'antagonismes bientôt inexpiables ? A-t-elle durablement compromis les rapprochements en cours, au point que chaque Etat se plierait désormais aux priorités de la *realpolitik* tracées par ses relations à l'extérieur du monde arabe, en une régression formidable vers ce début du XX<sup>e</sup> siècle où les chefs locaux s'adressaient exclusivement aux puissances coloniales ? Le système collectif arabe pourrait-il faire place à de nouvelles configurations ? D'une part, un Maghreb, articulé

sur l'Europe du Sud ; de l'autre, un Moyen-Orient dans lequel Israël (toujours), l'Iran (ce n'est pas si nouveau), mais aussi la Turquie, seraient pleinement acteurs. Au total, même si la crise du Golfe est exceptionnelle en ce sens qu'il semble exclu qu'une mobilisation internationale en faveur de « l'ordre mondial » puisse se reproduire dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets « exemplaires » ailleurs ou à un autre moment, ses conséquences pour le monde arabe ne constituent-elles pas un paradigme des re-compositions en cours sur la scène internationale, autour des deux priorités du libéralisme économique et de la sécurité militaire ?

Enfin, la crise du Golfe a précipité la crise de la culture politique arabe, telle qu'elle se structure dans la compétition entre nationalisme (ou arabisme), d'une part, et islamisme, de l'autre, dans leurs différentes manifestations idéologiques et organisationnelles. Arabisme et islamisme sont porteurs de valences différentes, notamment pour le thème de la démocratisation, selon que les prises de position sont le fait d'Etats et de régimes en place ou de forces politiques plus ou moins formelles et/ou oppositionnelles. Ils ont été poussés par la crise du Golfe jusque dans leurs derniers retranchements et au bout de leur logique : d'une part, des idéologies et des systèmes de légitimation articulés semblablement ont pu servir à justifier le soutien apporté à l'Irak ou, au contraire l'alignement dans les rangs de la coalition réunie contre lui ; de l'autre, les prises de positions inverses que la crise a suscitées exhibent les chevauchements entre les diverses constructions idéologiques en compétition, en même temps que les convergences et les antagonismes politiques et sociétaux que recouvrent – et parfois dévient – ces idéologies. En montrant comment le soutien à l'Irak, que celui-ci s'exprime en termes « arabistes » ou « islamistes » a été, dans la plupart des cas, une posture de contestation des régimes en place, il s'agira d'interroger les enjeux de la crise du Golfe en regard du processus de démocratisation dans le monde arabe, auquel cette crise serait venue, selon certaines interprétations, donner le coup de grâce, ou qu'elle aurait rendu, selon d'autres, plus inéluctable que jamais.

## 1 – LES ÉQUILIBRES ARABES : À LA RECHERCHE D'UN LEADERSHIP

En soutenant presque unanimement – à l'exception de la Syrie et, dans une moindre mesure, de la Libye – l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, les Etats arabes qui l'ont financé, comme les pétro-monarchies, ou qui lui ont fourni un soutien humain et militaire, comme l'Egypte, au nom de la protection d'un monde arabe majoritairement sunnite contre la subversion shi'ite iranienne, n'avaient fait que retarder la résurgence d'un problème qu'il faut peut-être se résoudre à considérer comme central dans la géopolitique du Moyen-Orient : celui du *leadership* régional, que les « services » rendus à la cause arabe et la puissance acquise dans sa guerre contre l'Iran allaient autoriser, à ses propres yeux, l'Irak à revendiquer. A la veille du déclenche-

ment de la crise du Golfe, se profilaient un certain nombre de logiques et de « candidats » à la construction d'un *leadership* régional ou infra-régional :

— un *leadership* pétrolier et financier, poursuivi par l'Arabie saoudite, fondé sur la maximalisation de ses ressources minières, visant à la mise en place et au contrôle d'un système de sécurité à la fois interne au Royaume et commun aux pétro-monarchies, légitimé par une thématique religieuse, dont le principal organe était, avant la crise, le Conseil de Coopération du Golfe, appuyé par la force de déploiement rapide américaine mise en place dans le cadre de la doctrine Carter ;

— un *leadership* militaire, revendiqué par l'Irak, fondé sur le développement d'un complexe militaro-industriel, légitimé par la guerre livrée par ce pays pour la « défense des Arabes contre les Perses » et par la prétention à une « parité stratégique » (chimique contre nucléaire) avec Israël le désignant comme l'ultime recours des Palestiniens, capable de prendre la tête de la « bataille du destin » – la libération de Jérusalem et de la Palestine – avec, à la clé, une relance de la construction arabiste sous la tutelle de Bagdad ;

— un *leadership* politico-stratégique revendiqué par la Syrie au nom de sa situation de « pays du champ de bataille », basé sur sa primauté dans l'histoire du nationalisme ba'athiste, avec pour ressort le contrôle de l'espace arabe proche-oriental poursuivi par Damas depuis 1975, celui des Palestiniens, du Liban et de la Jordanie, et le « droit de veto » dont elle dispose sur toute tentative de négociation avec Israël ;

— un *leadership* humain, démographique, revendiqué par l'Egypte au nom de la participation d'Egyptiens au développement économique des pays exportateurs de pétrole, et appuyé sur des considérations politico-diplomatiques, en particulier son rôle de possible médiateur entre les Palestiniens et les Etats-Unis dans la perspective d'un processus de paix au Proche-Orient, et plus largement sur le potentiel de stabilité qu'elle représente sur la scène régionale.

C'est dans la logique de cette compétition pour le *leadership* – dont était notablement absent le Maghreb qui s'orientait dans la même période vers la constitution d'un sous-système régional – qu'il faut situer l'intense redistribution des cartes interarabes et la mise en place de nouveaux « axes » qui s'opéraient dans l'immédiat avant-guerre. Vote, fin 1989, d'une résolution de la Ligue arabe approuvant le retour au Caire de son siège (1) et consacrant la réactivation du rôle de l'Egypte dans la géopolitique arabe, non pas tant *en dépit* des accords de Camp David, mais parce que le fait de les avoir signés lui donne un rôle nouveau dans un monde arabe où l'OLP a reconnu, à son CNP d'Alger en novembre 1988, les résolutions des Nations Unies sur le partage de la Palestine, et où l'*Intifada* est devenue le théâtre quasi-ex-

(1) Notons que cette décision contribue à accroître le ressentiment des pays du Maghreb, en premier chef de la Tunisie, vis-à-vis du Mashreq, et en particulier des Etats pétroliers ; sans compter qu'elle neutralisera la Ligue arabe, à nouveau contrôlée par le Caire, comme espace possible de mise en œuvre d'une « solution arabe », dès lors que l'Egypte se sera rangée dans le camp des adversaires de l'Irak.

clusif de la confrontation israélo-arabe. Rapprochement égypto-syrien, consacré par un échange rapproché de visites de Husni Mubarak à Damas (mai 1990) et de Hafez al-Assad au Caire (juillet et août) sur le thème d'une médiation égyptienne entre la Syrie et l'OLP, alors que Saddam Hussein vient de proclamer, le 2 avril, détenir des armes chimiques binaires, menaçant de détruire « la moitié d'Israël » si celui-ci tentait quoi que ce soit contre l'Irak. Rapprochement égypto-libyen (sommet d'Assouan en février 1990), qui neutralise l'un des axes de la tension interarabe et consacre un certain renoncement de Qaddhafi à son activisme arabe – mais non africain – après les raids de l'aviation américaine contre la ville de Tripoli et contre sa personne. On pourrait évoquer la signature à Bagdad, par le roi Fahd d'Arabie saoudite, en mars 1989, d'un pacte de non agression avec l'Irak, assorti d'un accord de sécurité, ou encore le rapprochement syro-saoudo-algérien qui avait rendu possible, malgré l'hostilité de l'Irak, la signature de l'accord libanais de Taëf en octobre de la même année, et surtout l'accord d'Aden en novembre, qui consacrait le principe de l'unification des deux Yémens.

La question que posaient la réintégration de l'Égypte et la réactivation du rôle de l'Irak dégagé de sa guerre contre l'Iran était de savoir s'il allait s'en suivre une « dépoliarisation » susceptible de faire baisser la tension engendrée par la compétition pour le *leadership*, ou au contraire une « repolarisation » des relations interarabes, propice à tous les conflits et à toutes les surenchères. La guerre du Golfe permet de décrypter *a posteriori* le jeu dialectique des positionnements « croisés » des trois principaux regroupements « infra-régionaux » – le Conseil de coopération du Golfe (CCG), le Conseil de coopération arabe (CCA) et l'Union du Maghreb arabe (UMA). Pour cette dernière, principalement préoccupée des processus en cours en Europe et dont l'intervention dans les affaires régionales ne deviendra effective qu'après le déclenchement de la crise, l'enjeu du regroupement était précisément de pallier la marginalisation des États maghrébins, effet induit notamment par le rôle central du pétrole et du conflit israélo-arabe dans la gestion des relations inter-arabes, et que venait encore renforcer la polarisation du Mashreq autour du CCG et du CCA.

Pour ce qui est du CCG et du CCA, notons que l'Irak constituait le « pivot » par rapport auquel se sont construites ces deux alliances. Fondé dès la première année de la guerre Irak-Iran, officiellement pour assurer la sécurité du Golfe et soutenir l'Irak – en fait pour l'exclure des dispositifs de sécurité mis en place et, en particulier éviter qu'il n'interfère dans la structure américaine de protection de la région (CENTCOM) et tirer le meilleur parti de l'affaiblissement réciproque des deux aspirants « gendarmes du Golfe » – le CCG a appuyé fermement Koweït dans son refus de louer à l'Irak un accès au Golfe, réclamé de façon pressante par Bagdad, notamment en 1987. Dès la fin de la guerre, il s'est transformé en dispositif régional anti-irakien. Comment expliquer autrement que par le souci de prolonger les difficultés du régime ba'athiste avec l'aval nécessaire de l'Arabie saoudite, l'intransigeance koweïtienne vis-à-vis des demandes irakiennes relatives à l'annulation de sa dette et à un accès maritime au terme d'un compromis sur l'île de Boubyan ? Comment, du point de vue de Bagdad, interpréter

autrement que par une « collusion » avec l'Occident industrialisé contre « les intérêts de la nation arabe » en général, et ceux de l'Irak en particulier, la politique de dépassement systématique des quotas de production pétrolière pratiquée par les membres du cartel des pétro-monarchies, Koweït et Bahrein en tête, avec pour effet de maintenir un faible prix du baril gravement préjudiciable à la politique redistributrice et aux programmes d'armement de l'Irak ?

Quant au CCA, dont l'Irak était membre aux côtés de l'Égypte, de la Jordanie et du Yémen, la logique ayant présidé à sa constitution pouvait être interprétée différemment selon les points de vue : coopération économique et neutralisation réciproque, pour Bagdad et le Caire, ou constitution d'un front commun contre le CCG et son allié syrien, avec peut-être, de la part de Saddam Hussein, l'arrière-pensée d'entraîner ses partenaires du CCA dans sa confrontation avec les pétro-monarchies. De fait, la Jordanie et le Yémen se retrouveront, comme on sait, de son côté durant la crise, et Husni Mubarak « couvrira », bien involontairement, les préparatifs bellicistes de Bagdad en se portant garant, jusqu'au 25 juillet 1990, de ses intentions pacifiques. Du point de vue des pétro-monarchies, et du fait précisément du rôle qu'y jouait l'Irak, la constitution du CCA comportait surtout le risque de déboucher sur un « encerclement » de la Péninsule, menace que rendait d'autant plus crédible l'émergence d'un Yémen uni, allié à l'Irak, comme candidat à un *leadership* à base démographique dans la péninsule.

La guerre du Golfe a mis crûment en évidence la façon dont cette compétition pour le *leadership* régional tendait à instrumentaliser les trois enjeux autour desquels se nouent les rapports de forces inter-arabes – Israël et la question palestinienne, le pétrole, et les flux de populations – et aussi la façon dont leur centralité est appréciée différemment par les États et les régimes en place, et par les peuples.

En ce qui concerne le conflit israélo-arabe, l'immédiat avant-guerre a été travaillé par deux logiques inverses. D'une part, la réintroduction de l'Égypte dans le concert arabe : le rapprochement qu'elle amorçait avec les « durs » du monde arabe – Irak, Syrie, Libye – et l'acceptation par l'OLP des résolutions de l'ONU qui crédibilisait le rôle de médiation que s'attribuait la diplomatie égyptienne, attestent que ce qui était en question, c'étaient bien les perspectives et les modalités d'un règlement négocié du conflit du Proche-Orient. Rappelons que Bagdad avait entamé, dans les premiers mois de 1990, alors que Saddam Hussein était encore convaincu, grâce aux « petites phrases » d'officiels américains, d'être considéré par Washington comme « un facteur de stabilisation » dans la région, de très discrets contacts diplomatiques avec Jérusalem qui laissaient penser que l'Irak – que des intérêts « objectifs » communs, anti-syriens, rapprochaient par ailleurs d'Israël par chrétiens maronites interposés – pourrait opter pour une politique « modérée » à son égard (2). Pour sa part, la Syrie de Hafez al-Assad, toujours prompte à rappeler sa centralité militante dans l'espace politique du Levant,

(2) Voir PELED (Matitiah), « Cette guerre qui n'aurait pas dû avoir lieu », *Le Monde diplomatique*, 447, juin 1991, p. 3.

se montrait d'autant plus encline à accepter le rôle américain dans la région, voire à rechercher l'arbitrage de Washington dans son bras-de-fer avec Israël, que le soutien soviétique lui était désormais compté (3) et que, surtout, la diplomatie américaine lui laissait champ libre au Liban. Jusqu'aux Palestiniens, pour qui jouer la carte des pressions américaines sur Israël apparaissait comme la contrepartie et le complément du recentrage sur l'*Intifada* de la stratégie de l'OLP.

Mais, d'autre part, le retour d'un Irak aguerri et surarmé au premier plan de la scène arabe posait, avec la nouvelle crédibilité de sa parité stratégique avec Israël, la question d'une confrontation armée que de très nombreux observateurs s'accordaient, début 1990, à considérer comme imminente, soit que l'Irak décidât de réactiver l'option militaire contre Israël pour conforter son *leadership* arabe, soit que l'Etat hébreu prît l'initiative d'une attaque préventive visant à restaurer sa supériorité militaire. La décision de Saddam Hussein de placer l'invasion du Koweït dans la perspective « mythologique » de la libération de la Palestine et de lier son retrait à celui d'Israël des Territoires occupés – degré le plus achevé et le plus cynique de l'instrumentalisation de la cause palestinienne jamais tentée par un régime arabe – fait sens précisément (même si elle a conduit à une impasse) en ceci que cette démarche ne tranchait pas l'alternative – recherche d'un règlement/re-lance de la confrontation armée – mais qu'elle prolongeait sa dialectique tout en la dramatisant à l'extrême. En d'autres termes, dans la logique irakienne (4), l'enjeu du *linkage* aurait bien été d'éviter non pas une mais deux guerres, celle pour le Koweït dont l'occupation était présentée comme « instrumentale », celle pour les Territoires et Jérusalem, posée comme « centrale » et comme inéluctable dès lors qu'Israël poursuivrait son occupation. Il n'est sans doute pas surprenant que les opinions arabes aient, dans leur immense majorité – y compris dans les Etats engagés dans la coalition internationale –, suivi Saddam Hussein dans cette logique, mais la réaction d'un Matitiah Peled, déplorant que « lorsque M. Saddam Hussein a énoncé le principe du lien (*linkage*) entre l'occupation du Koweït et la question palestinienne, Jérusalem [n'ait pas] mis le dirigeant baasiste au défi de prouver sa bonne foi. Celui-ci aurait dû se dédire, ou bien évacuer le Koweït en échange d'une conférence internationale sur les conflits du Proche-Orient », (5) n'en est pas moins significative, même si elle fut incontestablement marginale en Israël, des enjeux mêmes de ce lien. Indépendamment de l'opportunisme de la « manœuvre » irakienne, la logique du *linkage* présentait deux niveaux de pertinence :

— d'abord, la crise ouverte par l'occupation du Koweït fournissait « à chaud » aux dirigeants de l'OLP l'occasion d'énoncer le constat d'échec de la stratégie fondée sur le soutien à l'*Intifada* et l'attente de pressions américaines sur Israël, tout en désignant les voies d'une solution alternative au

(3) Déclaration d'Alexandre Zotov, ambassadeur d'URSS à Damas, au *Washington Post*, 20 novembre 1989.

(4) On devrait parler de deux « logiques irakiennes », celle du *linkage*, et celle de la « dix-neuvième province », dont le caractère contradictoire est peut-être ce qui permet de comprendre l'échec de l'Irak à obtenir une solution négociée. Notons toutefois que c'est dans la logique du *linkage*, et non dans celle de la 19<sup>e</sup> province, que s'est maintenu le soutien arabe à l'Irak, aucun Etat n'ayant reconnu l'annexion du Koweït par l'Irak, ni le renversement de la famille régnante.

(5) PELED (M.), art. cit. p. 3.

désespoir des Territoires : l'inévitable alignement des Palestiniens – et des opinions publiques solidaires du soulèvement – sur le seul Etat arabe en mesure de remettre en cause le *statu quo* imposé par Israël et les Etats-Unis. Dans cette logique, si l'épuisement de l'*Intifada* et l'échec de l'option américaine tentée par l'OLP entre décembre 1988 et juin 1990 ne peuvent être rendus directement responsables de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, il n'en demeure pas moins que c'est bien cet échec qui permet de comprendre l'alignement des Palestiniens et de la Jordanie dans le camp du soutien à Saddam Hussein, alors même que certains des dirigeants de l'OLP, dont Abou Iyad, étaient dès le début persuadés que celle-ci serait le grand perdant de sa stratégie.

A ce propos on peut trouver une autre illustration paradoxale mais non moins significative des enjeux du *linkage* dans le débat, *a posteriori* surréaliste, auquel a donné lieu dans le camp occidental la question de la participation ou de la non-participation d'Israël à la guerre – comme si le couvre-feu le plus sévère et le plus interminable jamais imposé aux Territoires depuis 1967, et la non-distribution de masques à gaz aux populations ne signaient pas, du point de vue des Palestiniens sous occupation, la participation d'Israël à la guerre contre les Arabes et leur propre participation à la guerre de Saddam Hussein (6).

— Ensuite, dans le contexte de l'après-guerre froide et du désengagement soviétique des affaires du Moyen-Orient, la logique du *linkage* rend éclatant le fait que les anciens clivages opposant « durs » et « modérés » n'avaient plus cours, et que ce qui était dorénavant en question, c'étaient les relations que les différents régimes arabes étaient disposés à, ou en mesure d'entretenir avec les Etats-Unis et le rôle qu'ils acceptaient de leur voir jouer dans la région, en particulier dans le règlement de la crise proche-orientale. L'administration américaine elle-même explicitera clairement quels pourraient être, de son point de vue, les enjeux des nouveaux clivages dans la perspective d'une solution américaine à la crise du Proche-Orient en faisant valoir que, pour la première fois durant la guerre du Golfe, des Arabes – en fait les Arabes « utiles » – et Israël se sont trouvés confrontés à un ennemi commun, situation inédite ouvrant la voie à une possible réconciliation (7).

Nous reviendrons dans la troisième partie sur les recompositions révélées ou suscitées par la crise du Golfe du point de vue de la culture politique arabe, envisagée dans la perspective de la mise en place d'un nouvel espace stratégique moyen-oriental, nous contentant de souligner ici que ce qu'énonce le *linkage*, est-ce que nous pourrions désigner comme la structuration manifeste ou explicite du sens de la crise du Golfe, que Saddam Hussein – il s'agit probablement là de sa seule « victoire » (8) – est très tôt parvenu à imposer à l'ensemble des protagonistes. En plaçant son intervention à Koweït à l'horizon de la libération de la Palestine, le discours de Saddam Hussein

(6) BRITTON (Simone), « Chroniques du couvre-feu », *Revue d'Etudes palestiniennes* 39, printemps 1991, pp. 65-81.

(7) Voir en particulier le discours de G. Bush devant une session conjointe du Congrès américain le 6 mars 1991.

(8) Une « victoire » cher payée, puisqu'elle le conduisit dans l'impasse de devoir choisir entre une négociation humiliante et une reddition militaire catastrophique.



articulait l'exigence de fidélité identitaire – la solidarité des Arabes contre l'ennemi commun – et la question du *leadership*, donnant à « choisir » entre un monde arabe dominé par l'Égypte de Camp David ou les pétromonarchies, et un autre, conduit par l'Irak, où les idéaux de libération et de révolution arabes incarnés dans la cause palestinienne continueraient à avoir cours.

Concernant le pétrole, la question posée n'est pas tant celle des motivations de Saddam Hussein mettant la main sur le pactole koweïtien – dont il ne fait guère de doute qu'il visait d'abord et avant tout à accroître sa puissance et sa richesse, convaincu qu'il semblait être de son impunité – que la façon dont il a pu, après coup, justifier son acte et surtout faire accepter ses justifications par une fraction, sans doute majoritaire, des opinions arabes. Ici, le monde arabe était confronté à ce que nous pourrions désigner comme une structuration latente du sens de la crise du Golfe, à laquelle participèrent, sur le mode de la « dénégaration », l'ensemble des protagonistes de la crise. Dénégaration occidentale du fait qu'il s'agit d'une guerre pour le contrôle des champs pétroliers – mais l'Allemagne et le Japon, qui n'y participaient pas, durent quand même payer, au *pro rata* pourrait-on dire de leur consommation pétrolière – et mise en avant des « grands principes » du droit, parfois il est vrai contredits par de surprenants élans de sincérité (9). Dénégaration par l'Arabie saoudite des implications sur le marché pétrolier de son alignement sur les intérêts américains. Dénégaration par l'Irak du caractère « prédateur » de son coup de force contre le Koweït et des enjeux économiques de la récupération de sa « 19<sup>e</sup> province », et proclamation du *jihâd* contre « l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe ».

Toute la logique du discours irakien, fondée sur la dénonciation du complot américain visant à prendre directement le contrôle du pétrole arabe tendait à désigner les rapports de force entre les différentes catégories de producteurs qui constituent l'OPAEP – schématiquement, les États rentiers de la Péninsule, qui avaient intérêt à maintenir des prix suffisamment faibles pour dissuader les consommateurs de développer des programmes énergétiques de substitution, opposés aux États dotés de populations importantes comme l'Irak et l'Algérie – et l'Iran –, pour qui les exportations pétrolières constituaient le moyen de financer leur développement industriel et de maintenir tant bien que mal le niveau de vie de leurs populations, qui avaient à court terme intérêt à obtenir pour leur pétrole les prix les plus élevés possibles. Dans cette logique, l'annexion par l'Irak de sa « 19<sup>e</sup> province » pouvait avoir non seulement valeur de remise en cause du partage colonial, mais surtout de dénonciation des modalités d'appropriation et de mobilisation des ressources pétrolières, bien au-delà de la question du seul Koweït (10). La délégitimation que prononçait le discours irakien, des politiques pétrolières des monarchies du Golfe, était structurellement et fonctionnellement homologue de sa dénonciation du contrôle des Lieux saints par la dynastie des Saoud et visait à susciter les mêmes effets. La revendication du contrôle de la richesse pétrolière par les Arabes et non par les intérêts occidentaux

(9) Georges Bush a eu des mots très crus sur la priorité pétrolière des E.-U.

(10) Discours de Saddam Hussein au sommet arabe extraordinaire, Bagdad, 30 mai 1990. Appel de Saddam Hussein au *jihâd*, 10 août 1991.

- c'est-à-dire l'assurance d'un prix élevé pour le baril de brut irakien - trouvait sa légitimité dans l'usage que l'Irak affirmait vouloir en faire : mettre le pétrole au service de la puissance arabe et de la libération de la Palestine et non des intérêts occidentaux et de dynasties *compradore*. Ce que tendait à rendre manifeste le discours irakien en opérant son propre *linkage* entre la question du pétrole et celle de la Palestine, c'est que « l'arme du pétrole », contrôlée par les dynasties du Golfe, jouait beaucoup plus contre les Arabes qu'en leur faveur. Le fait est que les pétromonarchies n'ont trouvé aucun discours à opposer aux charges irakiennes (11), et que leur pratique n'a fait au contraire que les confirmer : maintien des cours au niveau optimal défini par les intérêts des économies occidentales, conquêtes de nouvelles parts de marché à la faveur de l'embargo contre l'Irak et de l'incendie des puits koweïtiens. C'est sans doute sur ce terrain de la « confiscation » de la richesse pétrolière qu'il faut se placer pour comprendre, non pas tant le soutien apporté à Saddam Hussein par les opinions publiques, que le rejet, voire la haine qui se sont exprimés à l'égard des « Golfiens » au prix, dans certains cas comme celui du FIS algérien, des Frères musulmans jordaniens ou égyptiens - pour ne rien dire ici des Palestiniens -, de la rupture d'alliances et de circuits de financements. Nous y reviendrons.

Enfin, la crise du Golfe a rendu manifestes les dimensions du problème « démographique » auquel sont confrontés l'ensemble des Etats de la région, en dépit de la revendication commune d'arabité, supposée réguler les relations à la base entre « citoyens arabes », y compris dans les cas de désaccord entre leurs gouvernants. D'une part, elle a exposé crûment le talon d'Achille démographique des politiques mises en œuvre par les pétro-monarchies, en particulier en matière de défense et de sécurité, et leur dépendance ultime à l'égard d'experts et de techniciens non arabes : à quoi bon importer des systèmes d'armements parmi les plus sophistiqués et les plus performants si l'on ne dispose pas du personnel pour les servir et si l'on ne peut avoir confiance dans les mercenaires recrutés à cet effet ? Y a-t-il plus paradoxal, de ce point de vue, que le cas du Koweït, dont les forces armées recrutaient pour l'essentiel dans la communauté des « bidoune », apatrides de l'intérieur, privés d'accès à l'instruction et des droits sociaux les plus élémentaires, mais dont on n'attendait pas moins qu'ils se montrent loyaux envers cet Etat qui leur refusait sa nationalité ?

D'autre part, la guerre aura illustré le caractère de plus en plus rigide et fatal de l'association des populations en mouvement - migrants, réfugiés - aux Etats et aux régimes dont ils relèvent nominalement, quelles que soient les positions de ces populations par rapport aux politiques mises en œuvre par ces régimes. Ainsi, alors que le développement de l'émigration égyptienne à fin d'emploi n'avait pour ainsi dire pas été affecté par la signature des accords de Camp David, cette émigration subit le contre-coup des tensions entre Bagdad et le Caire dès l'automne 1989. Ensuite, les Jordaniens et les Palestiniens du Koweït, les Yéménites d'Arabie saoudite seront, avant même

(11) Cf. les contre arguments embarrassés de cheikh Ali Khalifa Al Sabah, dans une interview au *Monde*, 13 octobre 1990.

les Irakiens, les premières victimes directes du conflit, en se voyant imputer la responsabilité des positions prises par leur gouvernement. Le drame de ces populations en situation de mobilité, volontaire ou forcée, susceptibles de devenir otages ou boucs émissaires, met à nu la question des loyautés combinées et contradictoires à l'œuvre dans le monde arabe mais aussi celle de la nature de la relation – sujétion ? citoyenneté ? rejet ? – entre les populations des différents Etats et les régimes en place.

## 2 – LE MONDE ARABE DANS LE « NOUVEL ORDRE MONDIAL »

Les trois enjeux inter-arabes – question palestinienne, pétrole et population – opèrent en même temps à l'articulation des relations de chaque pays arabe et de l'ensemble « monde arabe » avec le système mondial. A cet égard, la crise du Golfe considérée dans ses deux phases – la phase « internationale » des préparatifs et de l'offensive Tempête du désert et la phase interne à l'Irak des soulèvements populaires et de la reprise du contrôle par l'armée – a précipité les processus en cours et mis à nu des stratégies et des tendances lourdes : si l'invasion et l'annexion du Koweït et la guerre dévastatrice qui s'en est suivie constituaient un hiatus dans l'histoire du Moyen-Orient, leurs conséquences économiques et sociales, d'une part, militaro-diplomatiques, de l'autre, telles qu'elles se dessinent dans l'immédiat après-guerre, s'inscrivent sans solution de continuité dans la logique régionale et internationale du « nouvel ordre mondial ».

Il était prévisible que les effets conjugués du blocus et de la guerre seraient négatifs pour l'Irak, mais aussi pour les économies arabes en général et le système collectif arabe en particulier. Pourtant, les disparités financières et le retard accumulé de développement qui avaient joué un rôle important dans la genèse et l'articulation de la crise, furent délibérément évacués par la coalition triomphante dans le traitement à chaud de celle-ci, et couverts par trois arguties de circonstance : d'abord, les pays arabes disposaient de puissants moyens financiers ; il n'y avait qu'à voir comment l'émir du Koweït déboursait plusieurs dizaines de milliards de dollars pour subvenir aux frais de l'expédition qui se préparait en Arabie saoudite, tout en pensionnant pendant des mois des centaines de milliers de ses sujets dispersés en exil. Ensuite, un des effets de la crise – bien atténué cependant par rapport à ce qu'avaient prédit les experts – fut de faire monter le prix du baril jusqu'au dessus de 40 \$, l'affolement des consommateurs se combinant efficacement avec les appétits des compagnies distributrices. Les Etats arabes producteurs ont, de fait, été prompts à substituer leurs exportations à celles de l'Irak et du Koweït, tombées sous le coup de l'embargo ; ils ont ainsi montré qu'ils pouvaient assurer une production élevée aussi longtemps que les installations détruites par des bombardements de la coalition et par l'armée irakienne à la veille de sa retraite ne seraient pas en état de fonctionner, et tant que les exportations irakiennes resteraient contingentées. Un pays comme l'Algérie n'a-t-il pas bénéficié d'un supplément de revenu de 2 milliards de dollars, au point que ses dirigeants escomptaient, avant l'épreuve de force du

printemps 1991, retarder les échéances menaçantes de la dette internationale et être en mesure de désamorcer la crise sociale intérieure ? Et que dire de l'Arabie saoudite, qui, déjà premier exportateur du monde, est en passe de devenir le second producteur, devant l'URSS (12). Enfin, pour édulcorer les représentations négatives de la crise, les puissances de la coalition sont convenues dès l'automne 1990 de la création d'un fonds de compensation pour les pays de la région qui ont souffert indirectement de l'embargo. L'Égypte et la Jordanie, celle-ci après que le roi Hussein eut fait amende honorable et donné son aval à la mission de paix de James Baker, doivent ainsi se partager avec la Turquie 11,7 milliards de dollars en provenance du CCG, de la CEE et du Japon (13).

Pourtant, mesures de circonstances et bénéfices ponctuels sont peu significatifs en regard de tendances lourdes qui se dessinent dans les économies arabes au lendemain de la crise : raréfaction des ressources financières, tensions sur le marché du travail, sans oublier la régression « à l'âge pré-industriel » (14) de l'Irak, autrefois illustration emblématique de l'accès possible du Monde arabe à la modernité technologique et productrice. Les conséquences qui se profilent à l'horizon des populations arabes incitent au pessimisme : approfondissement des disparités entre Etats, tracé d'une configuration où la division entre le Nord développé et le Sud stérile traverse l'ensemble Monde arabe et les espaces étatiques eux-mêmes, élargissant en même temps que marginalisant les couches sociales « inutiles ».

Prévisible en raison du glissement inexorable du prix du baril, le déficit des riches pays exportateurs a été précipité et aggravé par la crise : pendant toute la décennie 1980, l'intégration des économies pétrolières arabes dans des circuits financiers mondialisés avait permis de rentabiliser au maximum les placements sur les marchés bancaires, dans les industries et aussi dans l'immobilier européen et nord-américain. En revanche, cette même intégration a rendu ces économies directement vulnérables au déficit global de capitaux induit par les difficultés de l'économie américaine et par sept années de baisse régulière des prix du pétrole. Dans un contexte où les exportations pétrolières koweïtiennes ne reprendront pleinement que dans un délai de trois ans, ce sont plus d'une centaine de milliards de dollars que les pétromonarchies s'apprêtent à emprunter pour faire face à leurs dépenses de fonctionnement, et payer d'énormes achats d'armes à leurs fournisseurs occidentaux. A cela s'ajoute que, par leur politique d'adaptation de leur extraction à la demande mondiale, les monarchies arabes ont contribué à rétablir dès la fin de l'année 1990 un prix du baril inférieur à 21 dollars, qui se situe plutôt aux alentours de 16 dollars six mois plus tard et promet – sauf nouvelle crise – de rester bas dans les prochaines années (15). Tout relativement, il est vrai, l'heure dans le Golfe est donc aux économies, au

(12) *Le Monde*, 25 juin 1991.

(13) Détails dans KODMANI-DARWISH (BASSIMA) – *Golfe et Moyen-Orient, les conflits*. – Paris, Dunod, 1991, pp. 139-141.

(14) Rapport de la mission des Nations unies pour évaluer les besoins humanitaires en Iraq, 10-16 mars 1991, conduite par Matti Ahtisaari, Secrétaire général adjoint pour l'administration et l'organisation. Extrait publié par *Middle East Report* 170, mai-juin 1991, p. 12.

(15) *le Monde*, article cité.

repli frileux des Etats et des populations qui, même lorsqu'ils font partie du camp des vainqueurs, soupçonnent qu'ils commencent seulement à payer le prix de la « Tempête du désert ».

Les premières économies internes consistent à limiter drastiquement le recours à la main-d'œuvre étrangère, jusqu'ici indispensable pour faire fonctionner ces pays. Comme en avertit gravement l'émir Ali al-Jabir Al Sabah, à la fois ministre des Finances de l'Emirat et gestionnaire du KIO, les Koweïtiens devront se contenter désormais d'une employée de maison, au lieu de quatre. Bien évidemment, dans le contexte de polarisation régionale dessiné par la guerre, les travailleurs arabes sont sacrifiés en priorité, de préférence aux Occidentaux et aux Asiatiques non musulmans qu'il est toujours possible d'engager et de révoquer sur une base contractuelle, et qui, par leur extériorité même, constituent un moindre potentiel de subversion.

C'est dire la dimension politique, mais aussi idéologique, que revêtent les choix migratoires des monarchies pétrolières, partiellement comparables à ceux des pays industrialisés du Nord, dans la mesure où les problèmes posés ont trait – encore qu'à une toute autre échelle dans des pays où la proportion de non-nationaux peut excéder 60 % – au maintien de la cohésion du tissu social et politique, mais partiellement seulement puisque la grande différence consiste à élever des barrières migratoires à l'intérieur d'un espace qu'une commune identité donne en principe en partage à tous les Arabes. Il suffit d'examiner les cas des trois populations arabes les plus directement concernées par cette radicalisation dans les monarchies du CCG, en laissant de côté les exemples moins dramatiques des Syriens ou des Tunisiens (ces derniers espèrent même rester des partenaires fiables pour les pays du Golfe), pour entrevoir l'ampleur et les différents niveaux de leurs conséquences.

Rompant avec le discours de solidarité arabe, bien usé, il faut le reconnaître, par les pratiques de la décennie écoulée, mais surtout avec la logique économique qui avait fait des 600 000 Palestiniens dispersés dans la région les gestionnaires indispensables de l'administration publique et des secteurs de production, les Etats membres du CCG ont décidé dès les premiers mois de la crise la limitation drastique des permis de travail qu'il leur seraient accordés. Les populations palestiniennes installées dans le Golfe depuis quarante-cinq ans, insérées sinon intégrées dans l'espace social de ces Etats sous-peuplés, devenaient brutalement des ennemis potentiels de l'intérieur, dont il importait de ne plus dépendre et dont on ne se voulait plus solidaire. Plus de la moitié des Palestiniens résidant au Koweït avaient déjà fui – en même temps que les Koweïtiens et d'autres habitants de l'Emirat – lors de l'invasion irakienne, et si quelques-uns ont choisi d'y revenir sous l'occupation, le flux des départs est devenu continu depuis le retour de la famille princière, alors que la répression et les agressions dont ils sont l'objet constituent des « représailles » contre les collaborateurs de l'Irak, en particulier, et contre l'OLP, en général. Parions que les effets économiques de l'hémorragie palestinienne des pays du CCG seront à la fois lents à apparaître et profonds, affectant le fonctionnement même des Etats et leurs équilibres sociaux. Mais en Jordanie et dans les Territoires occupés, le retour forcé de

200 000 chômeurs et le manque à gagner qui en résulte (16) aggrave brutalement une situation rendue critique, ici par les mois de couvre-feu imposés par l'armée israélienne et par la suspension des aides arabes, là par la récession.

Pour avoir été largement ignoré des medias, le cas des centaines de milliers de travailleurs yéménites privés de leur emploi par une nouvelle législation saoudienne d'octobre 1990, contraints de repasser en hâte la frontière en laissant derrière eux leurs biens, et surtout exclus à l'avenir du marché du travail dans le Royaume, est encore plus préoccupant puisque l'économie du Yémen demeure une des moins développées du monde, obérée par une forte pression démographique. Là encore, l'érection de barrières migratoires est largement politique, la solidarité de Sanaa envers Bagdad durant la crise constituant le prétexte saisi par Riyad pour affaiblir un rival potentiel dans la compétition pour le *leadership* régional et, le cas échéant, pour tenter de remettre en cause l'unité retrouvée du Yémen à laquelle l'Arabie saoudite ne s'est pas résignée. Mais elle met également à jour la structure de division entre « riches » et pauvres » dans le Monde arabe, les frustrations d'une coopération inégale, ainsi que la profondeur d'une rancœur qui trouve une partie de ses origines dans une ancienne controverse territoriale, en contradiction avec le discours unitaire dominant.

Comment interpréter autrement le troisième cas, celui de l'Égypte qui, pour avoir mis tout son poids politique et militaire du côté de la coalition, ne s'en retrouve pas moins privée des bénéfices matériels de sa « solidarité » envers les monarchies pétrolières ? Exclus – et dans quelles formes ! – de l'Irak, les travailleurs égyptiens se sont vu à peine accorder des miettes du fabuleux marché de la reconstruction du Koweït (17), tandis que l'Arabie saoudite reste à leur intention dans une prudente expectative. Rien n'indique aujourd'hui que les portes de l'émigration vers ces deux États soient prêtes à se rouvrir, si ce n'est pour laisser passer au compte-goutte les quelques enseignants ou fonctionnaires encore indispensables, alors même que les Égyptiens espéraient bien voir leur solidarité payée en retour par une large réouverture du marché de l'emploi pétrolier. Cette fois, ce n'est pas en centaines de milliers mais en millions que se comptent les chômeurs sur les bords du Nil, et le manque à gagner annuel, consécutif à la baisse des remises des travailleurs migrants, s'établit en milliards de dollars (18). Jusqu'à la satisfaction de participer à la mise en place des nouveaux dispositifs de sécurité dans le Golfe est refusée à l'Égypte, soulignant l'humiliante dépendance de son économie à l'égard de ses alliés de la Péninsule et, en retour, les limites de la collaboration entre l'Égypte (et la Syrie également) et les pays du CCG, ainsi que celles des aspirations du Caire au *leadership* arabe. Quant au mouvement migratoire égyptien qui s'amorce en compensation en direction de l'Europe occidentale, il illustre lui aussi l'extraversion des politiques arabes et la préférence paradoxale des dirigeants de la région pour une relation tournée vers les puissances extérieures, fût-elle de dépendance.

(16) Selon KODMANI-DARWISH, *op.cit.*, p. 85, 20 % du PNB des Territoires.

(17) *Le Monde*, 12 avril 1991.

(18) SADOWSKI (Yahia), « Power, Poverty and Petrodollars », *Merip* 170, mai-juin 1991, p. 10.

Dans ces conditions, le projet saoudien de banque de développement arabe, comme celui des autorités américaines de « plan Marshall pour le Moyen-Orient », agités pendant la crise dans l'intention de verser quelque baume sur les plaies des populations outrées par la guerre des possédants menée contre l'Irak (et auxquelles on répétait *ad nauseum* qu'il ne s'agissait bien sûr pas d'une guerre du Nord contre le Sud (19), ont été vite enterrés. Non seulement la création d'une structure bancaire unifiée et sous contrôle collectif, du type Banque mondiale ou BERD, aurait fait peser une menace sur les manipulations clientélistes et sur le pouvoir discrétionnaire des pétromonarchies, mais la substitution de la logique de développement à celle de la rente aurait impliqué la soumission aux impératifs d'une planification globale, ou au moins régionale : ainsi l'autoroute Alexandrie-Le Caire pourrait-elle avoir priorité sur celle qui relie Doha à Dukhan, et la prochaine raffinerie être construite à Aqaba ! Or, bien au contraire, les choix qui se dessinent au lendemain de la guerre font apparaître l'opposition entre un espace arabe « utile », à la fois intégré dans l'économie mondiale et de plus en plus unifié, au plan interne, autour des intérêts de la dynastie saoudienne, auquel vont aller rapidement et en priorité les efforts de reconstruction et les investissements, et un autre, à la fois surpeuplé, déstructuré et dépourvu de richesses minières, délibérément négligé (20).

Le silence des pays du CCG sur la destruction des infrastructures irakiennes par les bombardements de la coalition en dit long sur les rancunes accumulées dans les familles régnantes contre le régime ba'athiste et sur l'humiliation de leur fragilité mise à nue. Insensibles à l'effet d'entraînement que pourrait avoir la présence voisine d'une industrie relativement performante, à l'opportunité rare que représentent les terres agricoles de Mésopotamie dans une région menacée par une dépendance alimentaire croissante, aux promesses d'un grand marché consommateur (21), les gouvernants saoudiens et koweïtiens iront après la guerre jusqu'à joindre leurs voix à celles qui réclament le maintien de sévères sanctions contre l'Irak, compromettant son rétablissement. Le silence du CCG est aussi l'illustration criante de son impossibilité à penser le régional, le collectif, que ce soit dans le champ économique ou dans le champ sécuritaire – nous y reviendrons –, ainsi que de la forte extraversion des acteurs économiques locaux – Etats, entreprises, individus – qui ne voient de modèle, de recours et de puissance décisionnelle que dans un Occident au rôle pourtant paradoxal. Les riches du Monde arabe se veulent résolument du Nord ; ils tiennent leurs réunions à Vienne, et cherchent à faire entendre que leur pétrole est intimement partie prenante de la prospérité des pays industrialisés. Même si Koweït a été transformé en quelques mois en une vaste poubelle improductive, polluée par le gaz des

(19) Bien peu d'intellectuels avançaient le contraire en Occident. Cf. ÉTIENNE (Bruno) dans *Le Trimestre du Monde*, 4<sup>e</sup> trim. 1990, p. 15.

(20) Chedly Ayari oppose un nouveau « croissant fertile », composé des Etats du CCG et de leurs alliés arabes – Egypte, Syrie et peut-être Maroc – qui « pourraient bien s'ériger en une Communauté de Coopération économique sous l'égide d'une alliance militaire et stratégique arabo-euro-américaine », et un « croissant aride », « groupe d'Etats trop disparates pour créer une communauté. CERES (collectif), *La guerre du Golfe et l'avenir des Arabes, débats et réflexions*, Tunis, Editions du CERES, 1991, 225 p.

(21) L'Iraq compte 18 millions d'habitants, comme l'ensemble des pays du CCG.

torchères, Koweït c'est aussi le superbe siège du KIO au cœur de la City, et une puissance financière qui se passe largement des revenus du seul pétrole. L'hégémonie du modèle du Nord, déjà triomphante quand la République islamique dut accepter le cessez-le-feu d'août 1988, a été encore renforcée par la défaite de l'Irak dans sa tentative, non pas de constituer un contre-modèle, mais de se hisser à sa hauteur tout en sauvegardant son indépendance. Notons d'ailleurs qu'il n'est pas intériorisé seulement dans les riches pays du Golfe, mais qu'il influence aussi les aspirations et les revendications des populations du Maghreb, à la fois moins favorisé et plus proche du Nord, où elle explique en grande part l'immense séduction qu'y a opérée la tentative de Saddam Hussein et la blessure de sa défaite.

Déjà faiblement intégrée avant la crise, l'économie du Monde arabe se trouve désarticulée en même temps qu'elle s'enferme dans une dépendance accrue. Désarticulée, parce que privée de l'Irak qui, sans être géographiquement central, combinait dynamiquement les critères démographiques et miniers des Etats pauvres et des Etats riches du Monde arabe. Dépendante, puisque les pays pauvres et peuplés tombent plus exclusivement sous la loi des aides conditionnelles des organismes internationaux type Banque Mondiale et FMI. Le cas de la Jordanie n'y est pas encore venu à la discussion, non plus que celui de la Tunisie, mais le cas de l'Algérie s'avère particulièrement difficile, tandis que celui de l'Egypte est exemplaire. Voilà un Etat dont on a remarqué partout et à grands cris les avantages financiers immédiats qu'il tirait de la crise : remise de sa dette militaire par les Etats-Unis, 7 milliards de dollars ; remise de sa dette civile par les pays du CCG, encore 7 milliards. Des milliards que l'Egypte n'aurait de toutes façons jamais été en mesure de payer, tandis que les réformes que le Club de Paris et le FMI lui ont dictées pour prix de la baisse de moitié du service de sa dette et de la création d'un « fonds social de transition vers l'économie de marché » sont draconiennes (22), et qu'elles auront pour effets corrélés le maintien de l'inflation au-dessus de 30 % et un niveau de croissance zéro, cependant qu'une frange étroite de commerçants et d'entrepreneurs continue de se gaver des profits du « libéralisme ». Plus généralement, la crise du Golfe aura pour conséquence d'élever la barrière qui sépare riches et pauvres du Monde arabe, cette fois à l'intérieur des espaces étatiques, faisant passer en-dessous du niveau de vie minimal des catégories naguères étiquetées « classes moyennes », asphyxiées par la préoccupation exclusive de survie, détournées de toute création intellectuelle, scientifique, artistique, privées de perspective de mobilité sociale par la fermeture de l'alternative migratoire et éventuellement récupérées par les réseaux de mobilisation néo-fondamentalistes (islamistes, arabistes...). Ici, l'Algérie et l'Irak, qui avaient durant deux décennies

(22) En particulier, la réduction dans un délai de douze mois du déficit budgétaire de 20 % à 10 % du PNB, au prix, bien entendu, d'une baisse des subventions aux produits de premières nécessité et de substantielles hausses de prix en chaîne de toutes les denrées et de tous les services. Cf. BUTTER (David), « Special Report : Egypt », *Middle East Economic Digest* 7 juin 1991, pp. 9-20.

(23) La destruction du réacteur nucléaire iraquien *Tammuz* par l'aviation israélienne en juin 1981 avait clairement signifié qu'Israël, seule puissance nucléaire de la région, entendait le rester. Mais il était implicitement compris qu'en retour le parapluie soviétique devait protéger d'une attaque les pays arabes, surtout ceux qui étaient liés à Moscou par un traité de défense (l'Iraq depuis 1972 et la Syrie depuis 1980).



maintenu une politique du *welfare* favorisant l'élargissement des couches moyennes « modernisées », le disputent désormais à l'Égypte dans les dérives sociétales de l'après-crise.

Lorsqu'on se déplace du champ économique au champ géopolitique, la division du Monde arabe révélée par la crise du Golfe semble encore approfondie. La réponse aux deux questions centrales de la sécurité, étatique et collective, et du *leadership* (qui renvoient chacune aux problèmes plus généraux du relâchement de l'ordre mondial et de la construction des hégémonies régionales) échappe aux acteurs arabes, désormais confrontés à la déstructuration de leur système collectif à vocation « nationale » et à la montée en puissance des États non arabes de la région.

Tirant les leçons de la nouvelle donne induite par la *perestroïka*, en particulier du relâchement de l'équilibre nucléaire soviéto-américain, ou plus exactement soviéto-israélien, au Moyen-Orient (23), l'Irak avait tenté de recomposer sous son *leadership* un Monde arabe éclaté. Bien que considérablement affaibli par huit ans de guerre avec l'Iran, il entendait combiner potentiel économique (il était devenu le troisième producteur de pétrole de la région après l'Arabie Saoudite et l'Iran), puissance militaire (même s'il n'avait pas la « quatrième armée du monde ») et sens mobilisateur, grâce au discours nationaliste du *Ba'ïh*, largement empreint d'islamisme (depuis 1983, pour faire pièce aux Shi'ites). Croyant saisir l'occasion de réaliser ses ambitions régionales, Saddam Hussein évoqua en février 1990 les « graves conséquences pour les Arabes et la sécurité pan-arabe », du « vide » laissé par l'Union Soviétique, avant d'appeler ses partenaires du CCA à resserrer les rangs pour faire face au « nouveau danger » (24). La stratégie qu'il s'efforçait alors de mettre en œuvre impliquait *secondairement* le chantage financier à ses partenaires de l'OPAEP, l'aide aux factions anti-syriennes au Liban et la constitution d'une clientèle d'États allant du Soudan à la Mauritanie. Elle a consisté *premièrement* à établir les termes d'un nouvel équilibre de la dissuasion face à Israël dans le cadre d'une vision globale de la région entre Méditerranée et Golfe. L'Irak venait d'allonger la portée des *Scud-B* achetés à l'URSS (décembre 1989), la presse occidentale révélait l'achat par Bagdad de composants utilisables dans la fabrication de bombes atomiques (février 1990), et Saddam proclamait, dans une polémique avec Jérusalem, être en possession de l'arme chimique binaire, dont il menaçait de se servir contre Israël à la moindre agression contre son pays (25).

« Bouclier » et « Tempête du désert » ont eu clairement pour objectif, et pour résultat, de mettre fin à cette nouvelle dynamique, et de faire entendre qu'elle était partout dans le monde inacceptable par la puissance américaine. Une fois bloquée – au moins pour quelques années – l'émergence d'un pôle dominant l'ensemble arabe, la conception américaine du système de sécurité régionale dans l'après-crise s'impose. Elle implique le retour à un équilibre multipolaire qui repose sur le maintien au Moyen-Orient de sa présence mi-

(24) De grandes parties de ce discours prononcé le 24 février 1990 et traduit en anglais par FBIS : *Daily Report : Near East and South Asia*, 27 février 1990, mériteraient d'être citées.

(25) Discours de Saddam Hussein au Commandement général des forces armées irakiennes, 1er avril 1990, traduit en anglais par FBIS, 4 avril 1990.

litaire. Aux monarchies pétrolières inquiètes de l'affaiblissement durable de l'Irak et du risque d'un vide dont profiterait l'Iran, les Etats-Unis préconisent en effet la création d'une structure collective dotée d'un force armée, qui regrouperait les Six du CCG et les deux Etats arabes du Moyen-Orient qui ont participé à la force multinationale, Egypte et Syrie. Or, si ces pays n'ont guère avancé dans la mise en place d'un « nouvel ordre arabe » (26) depuis leur réunion du 6 mars 1991, c'est, nous l'avons indiqué plus haut, que la coopération économique réclamée en retour de leur présence militaire dans le Golfe par Le Caire et Damas (27) n'entre pas dans la stratégie de leurs royaux partenaires. Depuis les dramatiques réunions de la Ligue arabe au Caire en août 1990, le mythe d'une « solution arabe à une crise arabe » a volé en éclats. Au Mashreq, la cause palestinienne ne sert même plus de manteau aux intérêts égoïstes et divergents des régimes, confiants dans leurs seuls protecteurs extérieurs comme à l'époque de l'impérialisme triomphant (28). Dans les pays du Maghreb, à l'heure où les opinions publiques inscrivaient la crise du Golfe au cœur des enjeux de politique intérieure, les diplomaties tiraient les leçons de leur éloignement et de leur impuissance à peser sur les événements du Mashreq, impuissance que vint bientôt confirmer le passage à la trappe du « Comité tripartite » de la Ligue arabe chargé du Liban, dont faisaient parti le Maroc et l'Algérie. Au lendemain de la crise, les Etats de l'UMA amorcent, séparément et collectivement, leur recentrage stratégique autour de trois préoccupations prioritaires : crise de société, endettement, coopération avec la CEE. Logiquement, l'organisation d'une structure de sécurité régionale arabe s'opère, en conséquence, dans une dépendance primordiale à l'égard des Etats-Unis et sous une conditionnalité draconienne, dont la clef apparaît plus que jamais l'hypothèque israélienne.

Quantitativement, les pays arabes vont rapidement dépasser le niveau d'armement qui était le leur – Irak compris – avant la crise du Golfe : d'une part, les Etats-Unis ont laissé et revendu pour 18 milliards de dollars de matériel militaire après leur guerre éclair ; d'autre part, ils s'empressent de livrer à leurs alliés du CCG et à l'Egypte de nouvelles armes, en contradiction d'ailleurs avec leurs multiples déclarations sur la priorité du Moyen-Orient dans les négociations mondiales sur le désarmement (29). Pourtant, ce renforcement militaire s'opère dans une relation à la fois exclusive et interventionniste : exclusive de la diversification des sources d'armement, puisque non seulement Washington voudrait interdire la production autonome des armes NBC et des missiles balistiques, mais encore que l'annonce de la livraison par l'Union soviétique de *Sukhoï* et par la Tchécoslovaquie de *T-72* à la Syrie pourtant « alliée », a suscité sa réprobation. Les appels – irakiens

(26) FREEDMAN (L.), « The Gulf War and the New Arab Order », *Survival* vol. 23 n°3, mai-juin 1991, pp. 195-209.

(27) Et qu'ils ne confondent pas avec l'aide – une remise de dette de 7 milliards \$ pour le premier, une subvention « exceptionnelle » de 2 milliards pour le second.

(28) BROWN (LEON CARL), *International Politics and the Middle East : Old Rules, Dangerous Games*. Princeton, Princeton Studies on the Near East, 1984, 363 p.

(29) Cf. l'accord Baker-Bessmertnykh de janvier 1991 « pour une approche commune de la recherche de la paix au Moyen-Orient », ou encore le communiqué final de la réunion des Cinq du Conseil de sécurité à Paris le 9 juillet 1991.

ou palestiniens – à l'Union Soviétique pour qu'elle continue à se conduire comme une grande puissance dans la région, se sont révélés vains, de même que l'illusion d'un retour à une Union soviétique autoritaire et militariste dans les jours du putsch manqué d'août 1991. Cette relation est également interventionniste, puisque désormais la présence militaire américaine au Moyen-Orient devrait être permanente (30), au moins en mer et sur des bases en Egypte, en Israël et en Turquie, dans ce dernier pays sous forme de « Force de réaction rapide », tandis que Koweït envisage de signer avec les Etats-Unis un traité de défense pour dix ans. Selon Washington, aucun danger *extérieur* ne menace aujourd'hui les Etats arabes et la présence américaine devrait suffire à garantir leur sécurité ; on ne saurait mieux souligner l'incapacité de ces Etats à contrôler leur environnement régional : ce sont les Etats-Unis et eux seuls qui fixent le critère de légitimité internationale de leurs alliés locaux, critère qui ne relève ni de l'orthodoxie financière (l'Egypte est désastreusement endettée) ni du respect du droit (la Syrie est classée « Etat terroriste » jusqu'au printemps 1991), ni de la démocratie (l'Arabie saoudite rejette ce principe). Or cette légitimation internationale de ses alliés arabes par le patronage américain s'accompagne – nous verrons en dernière partie que ce n'est qu'un paradoxe apparent – de leur délégitimation interne, en soulignant leur faiblesse et leur soumission à un code allogène.

En tout état de cause, les perspectives de l'après-guerre du Golfe telles qu'elles sont offertes au Monde arabe sous les deux titres de négociation israélo-arabe (le triomphe du *linkage*) et de sécurité collective impliquent – quelles que soient les réticences arabes – des préalables posés par Jérusalem, acceptés par Washington, et non discutables. Dans le chapitre négociation « régionale », c'est à la fois l'exclusion de l'OLP comme interlocuteur dans d'éventuelles négociations israélo-arabes ou israélo-palestiniennes, la poursuite de la colonisation dans les Territoires occupés et la garantie de l'immigration d'Union soviétique, condition à la participation de Moscou à la conférence prévue en automne 1991. Dans celui du désarmement, c'est l'exclusion du recensement des équipements NBC et des missiles visés par le projet d'Enhanced proliferation control (février 1991), des quelques 200 têtes nucléaires détenues par Israël, comme si cet Etat appartenait à un *autre espace* ou comme si sa puissance nucléaire était comptabilisée avec celle de son protecteur américain. Mais pour les Arabes, la géopolitique a bel et bien situé Israël au cœur du Proche-Orient et si cet Etat échappe aux contraintes que prétend imposer le Nord, aucune demande de limitation à aucun autre Etat de la région n'est plus légitime. Husni Mubarak, par exemple, oppose aux critiques qui lui reprochent de coopérer avec la Corée du Nord pour allonger le tir de ses Scud-B, son appel réitéré aux Nations Unies en faveur d'un Moyen-Orient « débarrassé des armes nucléaires » (31). Tout porte à croire que la « leçon » que les forces alliées ont voulu donner à l'Irak a été reçue, mais détournée du sens que lui assignait son émetteur : ce qui a été

(30) Démentie, confirmée, elle a été annoncée telle par James Baker dès les premiers jours de septembre 1990. Dick Cheney, Secrétaire d'Etat à la Défense, la justifie par le « sentiment de sécurité et de confiance (qu'elle crée) chez les Etats amis et alliés dans la région ».

(31) *International Herald Tribune*, 5 juillet 1991.

retenu est que seule la maîtrise d'une puissante arme de dissuasion met à l'abri d'un écrasement par la super-puissance. La guerre n'aurait donc servi qu'à retarder l'échéance nucléaire dans la région, tout en élevant les risques du recours à la bombe par Israël dans un prochain conflit (32).

L'affaiblissement du Monde arabe ne se résume d'ailleurs pas dans les termes du face-à-face inégal avec Israël. La défaite irakienne, et peut-être plus encore les affrontements qui l'ont suivie entre l'armée du régime ba'athiste et les populations shi'ites et kurdes révoltées, ont encouragé les prétentions hégémoniques de deux autres Etats non-arabes du Moyen-Orient, Iran et Turquie. Certes, le premier qui a habilement joué profil bas pendant la guerre, accueillant la flotte aérienne irakienne, réclamant le départ de la coalition internationale, et se gardant d'apporter secours tant à l'armée irakienne, qu'ensuite aux insurgés, fussent-ils shi'ites, n'a ni rompu avec le khomeynisme ni pleinement réintégré le concert des Etats de droit. Sans compter qu'il pourrait surprendre par sa vivacité à jouer de ses ressources humaines et minières pour recouvrer son statut perdu de puissance régionale, L'Iran peut déjà s'engouffrer dans la brèche ouverte par l'effondrement irakien pour se présenter, comme aux belles années du Shah, en partenaire incontournable des monarchies du CCG.

Quant au second Etat, il illustre assez bien la nouvelle donne stratégique qui s'esquisse au Moyen-Orient. La Turquie de Turgut Özal se situe en effet à la jointure d'un Nord qu'elle espère rejoindre grâce à sa croissance économique et à ses transformations politiques, et d'un Sud qu'elle entend dominer, en jouant à la fois de ses ressources humaines (son savoir-faire), écologiques (le contrôle de l'eau) et ethniques (la mobilisation kurde dans l'espace régional). Constatant avec lucidité et audace que le temps de l'Empire (ottoman) est définitivement révolu, Özal remarque (33) qu'une chance s'ouvre à la Turquie dans la « redistribution des cartes » qui s'opère au Moyen-Orient au lendemain de la défaite de l'Irak. Alliant démonstration de force – comme dans la montagne irakienne en août 1991 – et ouverture à la fois intérieure et en direction du monde turc soviétique, la Turquie pourrait émerger comme le vainqueur local de la guerre du Golfe. Elle contribuerait, avec les deux autres puissances non arabes de la région – Israël et l'Iran – à engager la substitution à une structure collective arabe d'une nouvelle configuration moyen-orientale. Reste à savoir si ces trois pays sont en mesure de relayer leurs ambitions hégémoniques par une production de sens qui leur permette d'emporter l'adhésion régionale ; en d'autres termes, s'ils sont en phase avec les représentations et les mobilisations dominantes dans l'espace arabe. Or, il n'est pas dit que le déficit de puissance du Monde arabe au sortir de la guerre du Golfe soit conjugué à, et aggravé par, un déficit de sens. Le problème se situe plutôt au niveau du désordre et de la confusion de ce sens.

(32) HARBANY (R.E.), « After the Gulf War: The Future of Israeli Nuclear Strategy », *The Washington Quarterly* vol. 14 n° 3, été 1991, pp. 161-179.

(33) Dans un discours en février 1991.

### 3 – CRISE DU GOLFE ET DEMOCRATIE : RECOMPOSITIONS DE L'ARABISME ET DE L'ISLAMISME

La crise du Golfe constitue un analyseur « privilégié » de la recomposition des systèmes d'action, modes de mobilisation, idéologies, et autres ressources de légitimation en compétition dans l'aire arabe. Le changement survenu dans le discours politique irakien, réputé le plus « laïc » des discours politiques arabes, et son « islamisation » – inscription du *Allah akbar* sur le drapeau ba'thiste, recours au vocabulaire du *jihād* et de la « mère des batailles » – n'ont été perçus par les médias et la plupart des observateurs qu'en termes de pure tactique : tentative du régime de Bagdad de capter à son profit la puissance de mobilisation liée au référent religieux – récupérer l'héritage de Khomeyni, comme il a pu être écrit – et de retourner les peuples travaillés par les islamistes contre leurs dirigeants, traîtres à l'islam pour avoir laissé profaner le territoire sacré des Lieux Saints par les armées d'une coalition impie. Lecture toute superficielle, qui ignore à la fois la profondeur historique du phénomène, et sa complexité. La crise du Golfe a ébranlé et remis en cause les deux grands systèmes d'énonciation de l'identité et de la légitimité en compétition dans l'espace arabe depuis la dissolution de l'Empire ottoman – islamité et ethnicité –, qui régulent tant le fonctionnement des entités étatiques-nationales que leurs relations au sein d'ensembles englobants – les nations arabe et/ou musulmane – ainsi que les relations de ces ensembles au monde extérieur. Ou encore : la crise du Golfe sert de révélateur paroxystique à l'une des questions récurrentes tant dans la pensée politique et les productions idéologiques que dans la pratique politique des acteurs, celle de l'articulation entre deux référents : d'une part, un référent nationalitaire d'auto-identification fondé sur l'ethnicité et sur un projet géo-politique – l'arabisme ; de l'autre, un référent communautariste islamique, qui recouvre sans les annuler les relations et antagonismes proprement ethniques (Persans/Turcs/Arabes) recoupant les lignes de clivage de l'islam (sunnites/shi'ites), et dont la forme militante est communément désignée comme « islamisme ».

A travers les deux temps forts de la guerre Iran-Irak et de la guerre pour le Koweït, au fil des recompositions de l'articulation entre arabisme et islamisme, les inflexions de la production de sens ont répondu à l'évolution des rapports de force entre les différents protagonistes :

1 – Durant la guerre Iran-Irak, les pétromonarchies islamiques utilisent le nationalisme ba'thiste (arabiste) pour se protéger d'une menace également islamique – même s'il est possible de la nommer en termes ethniques ou d'hétérodoxie : les Persans, les shi'ites. Utilisation que l'on pourrait qualifier de « cynique », purement instrumentale, dans la mesure où elle ne se traduit, de la part de ces monarchies, par aucune élaboration discursive tentant d'articuler arabisme et islamisme et alors même que le nationalisme arabe, ba'thiste ou nassérien, constitue leur principal adversaire politique et idéologique sur la scène arabe. Les objectifs propres de l'Irak et ceux des

pétromonarchies, en particulier de l'Arabie saoudite, par rapport à l'Iran continuent à s'énoncer dans des idiomes concurrents : la *Qaddisiyya* de Saddam, guerre inscrite dans une durée et un espace arabes plutôt que musulmans, fait de Téhéran – ou de Damas – le plus court chemin vers Jérusalem, tandis que le pèlerinage et son « détournement » par les activistes iraniens cristallisent en termes islamiques les enjeux d'une confrontation dans laquelle l'Arabie saoudite est partie prenante, ce qui « justifie » son soutien au régime de Bagdad. La seule articulation des deux référents arabe et islamique reste en creux, à peine énoncée par ces islamistes que l'on s'est habitué à désigner comme « modérés » – ceux qui, en Egypte et bientôt en Jordanie et en Algérie, acceptent de jouer le jeu de la participation politique au sein d'un Etat « non-islamique » : ils situent implicitement la confrontation entre l'Irak et l'Iran sur le plan de l'ethnicité, ce qui justifie leur soutien à l'Irak, alors que – tout en prenant des distances par rapport à l'islamisme (shi'ite) du régime de Téhéran – ils inscrivent au passif de Saddam Hussein le fait de combattre des musulmans, à commencer par ceux de son propre pays. Les seuls à dissocier clairement les deux référents de légitimation sont les islamistes réputés radicaux, ceux qui proclament la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec les régimes de la *jāhiliyya* et décident, pour cette raison, de soutenir l'Iran islamique.

2 – En août 1990, le Ba'th irakien se retourne contre les pétromonarchies, en produisant un discours qui tente d'articuler, dans l'ambiguïté, les deux idiomes arabiste et islamiste. Si la route de la Palestine, mère de tous les problèmes, passe désormais par Koweït ou Riyad, c'est parce que le conflit oppose les Arabes-Musulmans à l'Amérique-Israël-Satan et à tous les traîtres à leur nation-religion. Le discours de guerre irakien organise alors la coexistence sémantique et la « convertibilité » des référents d'identification et de légitimation, en fonction de ses cibles : à usage interne, par exemple dans les discours de Saddam Hussein à l'armée déjà mobilisée dans la répression anti-kurde, la défense de l'unité de l'Irak est présentée comme un processus aboutissant nécessairement à la récupération de la « 19<sup>e</sup> province » ; à usage arabe, le conflit voit s'affronter, autour de la Palestine, enjeu suprême de la Nation arabe, dont la récupération est la condition même de son existence en tant que nation, d'une part, « la réaction arabe », valets et autres agents de l'impérialisme, et de l'autre, la « révolution arabe » en marche pour le contrôle de la richesse pétrolière qu'il s'agit de mettre enfin au service de la bataille du destin ; à usage islamique, la bataille oppose, dans une perspective cosmique, les forces du Bien, dont sont dépositaires les Musulmans, et celles du Mal, sous la forme récurrente de la croisade, laquelle a atteint, avec l'occupation et la souillure des Lieux saints de l'islam, la dimension d'un affrontement final et total. La « mère des batailles », qui a tant fait fantasmer certains secteurs de l'opinion arabe et les médias occidentaux, constitue l'une des illustrations les plus spectaculaires de cette manipulation ambiguë des référents d'identification et de légitimation.

Tentons de rendre compte des effets dans les opinions arabes de ces recompositions dans l'ordre discursif – la production d'un sens constituant l'une des dimensions de la matérialité des situations qu'elle est susceptible

de surdéterminer. La guerre du Golfe permet de tester à chaud comment se recouvrent et s'opposent les différents systèmes de légitimation et la façon dont sont susceptibles de se nouer, dans chacun des contextes étatiques, les rapports de forces dont dépendront, à terme, les processus de démocratisation dans le Monde arabe. Plutôt que de passer en revue les prises de position des différents courants, partis et organisations politiques ou infra-politiques dans l'étendue de l'espace arabe (34), on peut mettre en lumière un certain nombre de paradoxes dans les repositionnements qu'a suscités la crise du Golfe (35). Trois propositions permettent de les énoncer :

— Des idéologies qui apparaissaient comme concurrentes, voire violemment antagonistes, débouchent sur des prises de position identiques vis-à-vis du conflit : par rapport au coup de force irakien au Koweït ou à l'intervention étrangère dans la Péninsule, « arabistes » et « islamistes » ont pu produire, dans des contextes aussi différents que l'Algérie, la Jordanie, l'Égypte ou les Territoires occupés, des analyses homologues des enjeux de la crise, que celles-ci se soient traduites par un soutien à l'Irak ou par sa condamnation. C'est ainsi que, dans le camp du soutien à l'Irak, une large fraction des Frères musulmans égyptiens a pu se retrouver sur les mêmes positions, articulées à peu près dans les mêmes termes – au référent de légitimation près – que les Nassériens, tout comme *Hamas* et les militants de l'OLP, ou ceux du FIS et du FLN algériens. De la même façon, dans le camp de la coalition internationale, l'intégrisme saoudien s'est retrouvé défendre l'intégrité du Koweït aux côtés de, et quasiment dans les mêmes termes que, le ba'thisme syrien ou les Wafdistes égyptiens.

— Des idéologies semblablement articulées, qui avaient éventuellement fourni la base d'alliances objectives, telle celle qui liait les Frères musulmans égyptiens, jordaniens ou les Palestiniens de *Hamas* à la dynastie saoudienne, ou encore celle qui rapprochait certains courants nationalistes jordaniens, libanais ou maghrébins du ba'thisme syrien, ont pu donner lieu à des clivages, des recompositions et des prises de position radicalement inverses, tant dans le soutien que dans la condamnation de l'Irak. Ainsi, chez les Frères musulmans égyptiens ou au sein du mouvement tunisien *Ennahda*, la crise a suscité une fracture entre une composante que l'on pourrait nommer « libérale-islamique », incarnée en Égypte par Abd al-Hamid al-Ghazali ou Salim al-Awa, et en Tunisie par le shaykh Abdelfattah Mourou, et une autre, « nationaliste-islamique », représentée en Égypte par Ma'mun al-Hudaybi et en Tunisie par Rashid Ghannushi, composantes que la revendication commune d'application de la *shari'a* avait suffi jusque là à fédérer mais qui ont adopté, dans le feu de la guerre, des positions gravement antagonistes. On retrouve un clivage similaire au sein du courant nassérien égyptien, entre « nationalistes libéraux », représentés par Muhammad Sid Ahmad ou Isma'il

(34) « Débat : les Arabes après la guerre », *Revue d'Études palestiniennes* 39, printemps 1991, pp. 5-30.

(35) Paradoxes qui n'apparaissent en fait comme tels que dans la logique des catégories dichotomiques habituellement utilisées par l'observation néo-orientaliste pour tenter de s'y retrouver sur les scènes politico-sociales orientales. En particulier les oppositions traditionnelle/radical et arabisme/islamisme.

Sabri Abdallah, et « nationalistes révolutionnaires » – la « jeune garde » radicale de ce courant –, qui se sont trouvés sur des positions opposées dans la crise ; et peut-être également à l'intérieur de l'OLP, entre Abu Iyad et le reste de la direction de l'organisation palestinienne.

— Si l'on s'accorde à identifier comme « modérés » ceux qui, dans ces deux courants, mais surtout au sein du courant islamiste, acceptent de jouer le jeu de la participation politique « formelle » – à l'instar des Frères musulmans égyptiens et jordaniens, ou du FIS algérien (36) – et si l'on nomme « radicaux » ceux qui se refusent à une telle participation et privilégient des modes de mobilisation « informels » – le cas échéant violents –, prenant pour cible la « société civile », on constate que, presque partout, ce sont les premiers qui se sont retrouvés sur les positions les plus favorables à l'Irak, alors que les seconds exprimaient leur méfiance, voire leur hostilité, aux initiatives de Saddam Hussein. Ce clivage semble recouper celui qui sépare les positions islamistes ou arabistes « pures » – celles encore un fois des *jamâ'ât islâmiyya* ou de la vieille garde nassérienne en Egypte et des « littéraristes » tunisiens –, globalement hostiles à l'aventure irakienne, et des positions plus « syncrétiques », où arabisme et islamisme ont eu tendance à se conjuguer pour traduire un soutien plus ou moins appuyé à Saddam Hussein, comme par exemple au sein du parti du Travail égyptien, chez les Frères musulmans jordaniens ou chez les Palestiniens du Fatah.

La guerre du Golfe a ainsi révélé des zones de « recouvrement » entre les différentes idéologies en présence, dans un véritable chassé-croisé qui manifeste l'opérance des oppositions traditionnelles entre religieux et laïcs, opposants et gouvernementaux, nationalistes et libéraux, etc. En l'absence de travaux d'analyse de contenu des discours sur la guerre dans les divers contextes et au sein des différents courants en présence, on peut tenter de repérer des zones de convergence et de divergence révélées par le discours irakien, au sein desquelles s'agencent les recompositions en cours, ce qui nous ramène à la question du *linkage*, par quoi le régime de Bagdad a tenté de produire le sens du conflit.

A commencer par la question d'Israël. Une première ligne de fracture, qui passe au sein de tous les courants et dans toutes les organisations, aussi bien dans les pays qui ont choisi de soutenir l'Irak que dans ceux qui ont décidé de le combattre, oppose ceux pour qui l'existence d'Israël et la lutte pour la libération de la Palestine restent la question centrale par rapport à laquelle les Arabes/les Musulmans doivent continuer à organiser leur histoire, à ceux qui sont prêts à se résigner au fait accompli, sans pouvoir toujours le reconnaître. Malgré le « rétrécissement » du conflit arabo-israélien au terrain de l'*Intifâda*, malgré la « retenue » israélienne tout au long de la crise, et même si la crise du Golfe aura eu pour conséquence – ce n'est pas encore acquis – d'induire une normalisation entre Israël et certains régimes arabes, la guerre du Golfe a révélé (ou confirmé) l'existence (ou la subsistance) d'un « front du refus » à Israël à l'intérieur de presque tous les Etats de la région. Tant en Egypte qu'en Jordanie, en Algérie ou au Yémen, il aura suffi à Sad-

(36) Au moins jusqu'à son affrontement du printemps 1991 avec l'Etat-FLN.



dam Hussein de placer son combat sous les auspices de la libération de la Palestine pour rallier sur ce terrain commun des fractions des courants arabistes et islamistes, malgré les profondes divergences idéologiques qui les séparaient du régime de Bagdad.

C'est le même clivage, à peu près dans les mêmes termes, que révèle la crise du Golfe pour ce qui a trait aux relations avec l'Occident, en particulier les Etats-Unis. Alors que la plupart des Etats arabes ont lié, depuis le début des années 1980, leur décollage économique à l'ouverture vers l'Occident et l'établissement ou le rétablissement de bonnes relations avec l'Amérique, la crise a manifesté – y compris en Arabie saoudite – le potentiel de détestation mobilisable dans les opinions arabes contre l'Occident. En nommant « croisade » la contre-offensive occidentale, et « renégats » les présidents égyptien et syrien et le souverain saoudien, en présentant son coup de force comme un fait de *jihād* et l'occupation du Koweït comme la « mère des batailles », ce sont moins des raisons que cherchait la direction irakienne que des possibilités – dans l'ordre du discours et des représentations – de rallier à elle des courants qui comptaient auparavant parmi ses adversaires les plus résolus, en jouant sur le rejet, double et « lié », rejet d'Israël et rejet de l'Occident. « *Il faut que les Etats-Unis sachent* », écrit *al-Sha'b*, exprimant le « consensus » arabiste-islamiste qui s'est fait jour en Egypte contre l'alignement du régime de Husni Mubarak sur les positions occidentales, « *que quelles que puissent être nos divergences quant aux positions prises par la direction irakienne, pas un seul Arabe ne permettra que leurs forces déclenchent une attaque pour frapper le peuple irakien et son armée. Il faut que les Etats-Unis sachent que s'ils prenaient le risque d'une agression aussi stupide, la terre même de toute cette région s'embraserait contre leurs intérêts et contre leur présence.* » (37) La guerre a, bien sûr, démontré l'inanité d'une telle prédiction : l'opinion publique favorable à Saddam Hussein s'est révélée tout aussi incapable de pousser ses dirigeants à une solidarité active avec l'Irak dans les Etats qui avaient annoncé leur soutien à celui-ci, que de les empêcher de prendre part militairement au conflit dans les Etats alignés sur la coalition occidentale. Mais ce qui est important, c'est que l'argumentaire développé par les adversaires arabes de l'Irak donne *lui aussi* acte au régime de Bagdad de cette centralité de la question d'Israël et de l'intervention occidentale : le même argument, inversé, justifie, dans le discours « officieux » de la presse égyptienne, syrienne ou marocaine, l'exigence du retrait des troupes de Bagdad et la condamnation de l'aventurisme d'un régime accusé de détourner les Arabes/Musulmans de l'objectif central de libération de la Palestine, d'exposer à la destruction l'armée irakienne, ressource commune de tous les Arabes/Musulmans dans cette lutte, et enfin d'être responsable du débarquement en force dans la région des forces de l'impérialisme occidental. Ajoutons que le *linkage* « tardif » opéré par la diplomatie américaine entre la crise du Golfe et la recherche d'un règlement au conflit israélo-arabe risque fort d'achever de convaincre tant les partisans que les adversaires de l'Irak qu'il n'était peut-être pas nécessaire de « ramener ce

(37) *Al-Sha'b*, 25 septembre 1990.

pays à l'âge pré-industriel » pour en arriver au bout du compte à reconnaître la nécessité de parvenir à un tel règlement. Quant aux médias occidentaux – télévisions françaises au Maghreb, CNN partout –, ils n'auront pas peu fait, en accentuant jusqu'à la caricature le caractère de « croisade » contre un ennemi simultanément diabolisé – « Hitler » – et survalorisé – la « quatrième armée du monde » –, pour apporter de l'eau au moulin de ceux pour qui s'opposer à l'Occident apparaît, plus que jamais, la priorité des priorités.

A un deuxième niveau, la guerre du Golfe a ravivé, en soulignant son actualité latente, la problématique, commune à l'islamisme et à l'arabisme, de la légitimité et du statut de l'Etat « local » dans le monde arabe musulman. D'une part, la crise a illustré le caractère « privatif » de l'Etat, que celui-ci soit confisqué par une famille régnante, comme dans les pétromonarchies, ou par un parti plus ou moins unique ou hégémonique, comme en Syrie, en Egypte ou en Algérie. Aux populations marginalisées par les décisions de leurs dirigeants (38), la guerre du Golfe a montré à quel point les options de ceux-ci étaient tributaires des intérêts étroits de leur maintien au pouvoir en même temps que des systèmes d'alliance qui contribuent à ce maintien. Partout – sauf en Jordanie dont le soutien apporté à Bagdad par le roi Hussein, a resserré comme jamais peut-être les liens entre la monarchie et la population, y compris les Palestiniens auxquels on pouvait croire qu'il avait fait oublier Septembre noir – la solidarité envers l'Irak a eu valeur de contestation du pouvoir en place ou, du moins, a fourni le prétexte à cette contestation. Ce fut particulièrement le cas au Maroc, où la marche de Rabat (février 1991) en faveur de l'Irak a pu être présentée comme la première manifestation d'une telle ampleur réussie par l'opposition démocratique marocaine depuis les derniers grands mouvements de masse des années 1960 et 1970. En Algérie et en Egypte, les manifestations pro-irakiennes, dans la rue ou dans la presse, ont été l'occasion de faire monter de plusieurs crans les critiques adressées aux régimes des présidents Chadli et Moubarak, et en particulier à leur diplomatie. En Syrie même, un texte de soutien au Ba'th irakien émanant de cadres et d'intellectuels, a pris pour thème l'exigence démocratique, critiquant indirectement le régime de Hafez al-Assad.

D'autre part, la crise du Golfe a porté un sérieux coup à l'Etat territorial, tel qu'il a été découpé dans le Monde arabe à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, imposé durant la période coloniale et pérennisé sous la domination des deux super-puissances ; déjà menacé au Liban, cet Etat territorial y a été sauvé grâce au consensus conjugué des instances onusiennes (qui avaient créé la FINUL en 1978) et de la Ligue arabe (qui a patronné l'accord de Taïf de 1989). Cette fois, la brutalité de la campagne pour le rétablissement de la souveraineté de Koweït – pour le respect, donc, du *statu quo* international – provoque des ondes de choc qui ébranlent et fissurent l'Etat irakien, menacé par la révolte simultanée des shi'ites du Sud et des Kurdes du Nord. On aura beau rappeler le caractère exceptionnellement fragile de cet « Etat-

(38) Par exemple les dirigeants algériens empêchant le départ de bataillons de volontaires pour l'Irak, ou la monarchie marocaine autorisant des manifestations de soutien mais envoyant un contingent symbolique en Arabie saoudite.

nation improbable » (39) dont l'unité doit quelque chose à la poigne de fer de ses dirigeants successifs, et remarquer le consensus des régimes arabes (et même de l'Iran) autour de son intégrité dans les pires semaines du printemps 1991, la mobilisation ethnique infra- et trans-étatique, qui opère partout dans le Monde arabe contre la domination de l'Etat local, mobilisation à laquelle font écho les ébranlements du Caucase soviétique voisin, aura finalement gagné en légitimité internationale, ne serait-ce qu'avec la « kouchnérisation » (40) de la question kurde.

A un dernier niveau d'analyse, enfin, on peut considérer qu'il n'est pas de bon augure pour l'avenir des processus démocratiques dans la région que ce soit précisément dans les Etats récemment engagés dans une expérience pluraliste – Jordanie, Algérie, Tunisie, Yémen – que le soutien spontané à Saddam Hussein se soit manifesté, comme celui des organisations politiques, avec le plus de vigueur et dans les termes les plus anti-occidentaux, tandis qu'en Egypte, les Législatives sans enjeu et sans surprise de novembre-décembre 1990 étaient boycottées par l'opposition, officiellement pour cause d'état de siège, mais plus vraisemblablement en raison de l'incapacité des différents courants à se mettre d'accord au plan interne sur une analyse de la crise (41). Au-delà de la participation des islamistes aux processus démocratiques (42), ces trébuchements posent la question du sens de la transition démocratique dans des Etats qui n'ont pas de marché intérieur et un secteur productif marginal, dont les dirigeants se sont employés depuis des décennies à écarter les membres de la société civile et dont les opposants ne sont guère prêts à payer le prix de leur accession au statut d'interlocuteurs politiques. Quant aux Etats jusqu'ici les plus réticents à laisser se développer un processus démocratique, tels que la Syrie ou le Maroc, on voit mal ce qui, dans l'après-guerre, pourrait les inciter à le faire, dans la mesure où c'est contre eux que le soutien populaire à l'Irak tendait à se manifester. Et ce n'est pas non plus le verrouillage et les représailles opérés par les « vainqueurs » de la guerre – les dynasties du CCG – pourtant secourues au nom du droit et des libertés, qui contribueront à faire progresser l'idée démocratique dans le Monde arabe.

Au terme d'un survol à la fois bref et impressionniste – faute de la réflexion collective et en longue durée que réclame l'étude du séisme « crise du Golfe » – insistons encore une fois sur la contradiction fondamentale, et porteuse de violences, entre le sens logique, moral, pratique, donné à cette crise par ses vainqueurs, et le sens, logique lui aussi, et moral, et pratique,

(39) LAUZARD (Pierre-Jean), *La formation de l'Irak contemporain*, Paris, CNRS, 1991, 560 p.

(40) L'expression est due à Ghassan Salamé, pour qualifier le traitement à la fois humanitaire et médiatique – mais non politique – de la crise intérieure irakienne en mars-mai 1991. Cf. SALAME (Ghassan), « Minorité/démocratie : la question kurde et au-delà » in *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991.

(41) Sur ces élections, cf. FARAG (Iman), « La politique à l'égyptienne, lecture des élections législatives », *Maghreb-Machrek* 133, juil-sept. 1991.

(42) CAMAU (Michel), « Trois questions à propos de la démocratisation dans le monde arabe » *Egypte/Monde arabe* n°4, 1990, pp. 25-47. Et FARAG (Iman) & ROUSSILLON (Alain), « Hypothèse totalitaire/hypothèse démocratique : formulations et enjeux du débat sur la démocratisation dans le monde arabe », communication au colloque *Démocratie et démocratisation dans le monde arabe*, le Caire, 29 sept.-1<sup>er</sup> oct. 1990.

articulé par son grand vaincu. Le premier sens, évident et hégémonique, est celui de la stabilité et de la sécurité, un sens auquel sont désormais soumis de bon ou mauvais gré l'ensemble des régimes arabes. Mais le second sens, profondément intériorisé par les intellectuels, concrètement ressenti par une part majoritaire des populations arabes, est celui d'une misère et d'une menace aggravées. À l'avenir, les légitimités et les valeurs qui ont servi à justifier la guerre contre l'Irak auront à « faire leurs preuves », en priorité sur le terrain palestinien et au Sahara occidental – où sont engagées de grandes manœuvres internationales –, pour ne rien dire du Liban. Mais également dans les pétromonarchies dont les systèmes sociaux et politiques, tout comme le rôle dans le « concert arabe », ont été « exhibés » dans ce qu'ils ont de plus anachronique et de plus contraire à l'établissement d'équilibres durables dans la région. Une généralisation de la contestation des régimes en place inspirée de l'*intifâda* palestinienne, susceptible de récupérer à son profit le potentiel de subversion de l'islamisme – mais aussi de l'arabisme, paradoxalement renforcé par la prolongation du « martyr » de l'Irak – ne pourrait en aucune sorte être traitée par le recours à une guerre « chirurgicale ».